

Fin d'une rencontre internationale sur l'Education à Bujumbura

PANA, 06/11/2008 Bujumbura, Burundi - Les lampions se sont éteints, mardi à la mi-journée à Bujumbura, sur une rencontre organisée par la Conférence des ministres de l'Éducation nationale des États ayant le français en partage (CONFEMEN) avec la participation de 80 diplomates qui ont émis une série de recommandations sur divers thèmes traités pendant quatre jours, notamment la réforme des curricula, le manuel scolaire, le métier d'enseignant ou encore la réduction du taux de redoublements. La rencontre de Bujumbura s'inscrit dans la perspective de la 54^{ème} session ministérielle et du cinquantenaire de la CONFEMEN, selon les organisateurs.

Au sujet des différents thèmes abordés, le rapport final de la rencontre a constaté que les pays de la CONFEMEN, dans leur ensemble, ont tenté des réformes des curricula qui ont rencontré des difficultés, notamment l'engagement limité politique, la disponibilité et la gestion peu efficaces des ressources. Aussi, un engagement et un appui politique fort et permanent seraient nécessaires dans l'avenir pour réussir le pari des réformes curriculaires, recommande ledit rapport. Concernant le manuel scolaire, le rapport recommande aux gouvernements à poursuivre la politique de la gratuité des supports pédagogiques, renforcer les capacités nationales en matière de production, distribution, utilisation et gestion, cultiver le goût de la lecture chez les élèves, en encourageant la création et la multiplication des bibliothèques scolaires. Quant au rôle des enseignants dans la qualité de l'éducation, le rapport a retenu que les conditions de travail des enseignants devraient être de nature à favoriser au maximum l'efficacité afin qu'ils se consacrent pleinement à tâches professionnelles. Les gouvernements devraient, par ailleurs, "assurer des perspectives de carrière visant à motiver les enseignants et qui passent par, notamment, la revalorisation du métier et le développement d'un plan de carrière, la prise en compte d'une formation continue certifiée ainsi que la mise en place de mesures d'accompagnement à la rémunération salariale". Les participants se sont enfin penchés sur le thème de la réduction des redoublements comme levier efficace pour accroître l'accès à une éducation de qualité. A ce propos, il a été recommandé que le redoublement ne pouvait pas être considéré comme un facteur d'efficacité au même titre que les autres intrants scolaires tels que les curricula, les manuels scolaires ou encore la formation des enseignants. Le redoublement est avant tout le reflet de dysfonctionnements du système éducatif et un indicateur de qualité qui appelle le renforcement des capacités organisationnelles et techniques à tous les niveaux (central, décentralisé et à la base) en matière d'évaluation et de des acquis scolaires, conclut le rapport.